

Des conditions d'emploi stables malgré la crise

La crise économique et financière de l'automne 2008 a influé sur l'évolution de l'emploi en Normandie. Toutefois, les conditions d'emploi des actifs ont été peu modifiées entre 2007 et 2012. En effet, en période de crise, l'emploi précaire commence par diminuer. Il augmente en période de reprise ou quand l'emploi se raréfie de manière structurelle.

Neuf actifs en emploi sur dix sont salariés

En 2012, près de neuf actifs en emploi sur dix sont salariés en Normandie, de même qu'au plan national. Sur longue période, on observe une augmentation de la part des emplois salariés dans l'emploi (*Illustration 24*). Entre 2007 et 2012, le statut de non-salarié connaît un léger rebond, en lien avec l'auto-entrepreneuriat (dont le statut a été mis en place en 2009), considéré comme une solution pour sortir du chômage. Le non-salariat est plus fréquent chez les hommes (13,8 %) que chez les femmes (7,4 %). L'écart ne s'est pas accentué après la crise de 2008.

75 % des emplois en contrat à durée indéterminée, une proportion stable

En 2012, plus de trois actifs en emploi sur quatre bénéficient de conditions d'emplois non précaires. Ils sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée ou font partie de la fonction publique. Cette part est restée stable entre 2007 et 2012 en Normandie, à 75,3 % (*Illustration 24*).

Stable entre 1999 et 2007, la part de l'intérim recule légèrement entre 2007 et 2012, passant

de 2,4 % à 2,0 % de l'emploi total. Cette période correspond en effet aux années de crise pendant lesquelles les entreprises réduisent leur recours à cette forme d'emploi, l'intérim étant une variable d'ajustement des effectifs en période de baisse de la production.

En 2012, 2,6 % des actifs normands sont des stagiaires rémunérés ou en apprentissage. Ils représentaient 2,4 % des actifs en 2007. Cette forme d'emploi est plus fréquente en Normandie qu'en France métropolitaine, où elle ne représente que 2,3 % de l'emploi. Le secteur de la construction, plus développé en Normandie (7,7 % de l'emploi) qu'en France métropolitaine (6,9 %) et l'artisanat proposent en effet des débouchés aux salariés passant par la voie de l'apprentissage, ce que la crise n'a pas remis en cause et semble même avoir favorisé.

De façon plus générale, les conditions d'emploi ont été peu impactées par la crise de 2008.

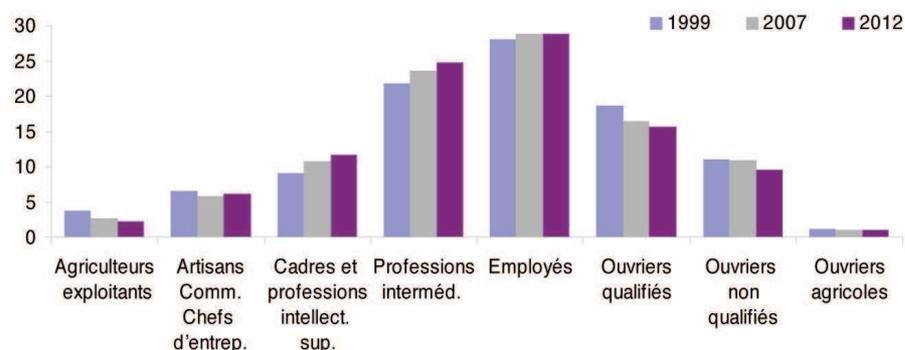
Hausse de la qualification des emplois

La structure de l'emploi par catégorie socio-professionnelle se modifie sous l'effet du recul des emplois industriels et de la tertiarisation de l'économie. Cela se traduit par une hausse de la qualification des emplois, accélérée par la crise qui a touché surtout les secteurs industriels et détruit une partie des emplois les moins qualifiés.

Employée essentiellement dans l'industrie, dont la part dans l'emploi passe de 22,0 % en 1999 à 16,7 % en 2012, la part de la main-d'œuvre ouvrière, qualifiée ou non, diminue (*Illustration 25*).

25 La part des ouvriers qualifiés diminue de 3 points entre 1999 et 2012

Répartition de l'emploi par catégorie socioprofessionnelle de 1999 à 2012 en Normandie



Source : Insee, recensements de la population 1999, 2007, 2012 - exploitation complémentaire
Unité : %

24 La part des salariés en contrat à durée indéterminée est stable de 1999 à 2012

Emplois au lieu de travail selon le statut de 1999 à 2012

	1999			2007			2012		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Salariés	85,7	91,0	88,1	86,7	92,7	89,5	86,2	92,6	89,3
dont :									
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	72,2	74,9	73,4	74,2	76,7	75,4	73,9	76,8	75,3
Contrats à durée déterminée	5,7	8,9	7,1	5,8	11,0	8,3	6,0	11,2	8,5
Intérim	3,2	1,5	2,4	3,0	1,7	2,4	2,7	1,3	2,0
Emplois aidés	1,8	3,7	2,6	0,7	1,5	1,1	0,5	1,2	0,9
Apprentissage et stage	2,8	2,0	2,5	2,9	1,8	2,4	3,1	2,0	2,6
Non salariés	14,3	9,0	11,9	13,3	7,3	10,5	13,8	7,4	10,7
Ensemble	100,0								

Source : Insee, recensements de la population 1999, 2007, 2012 - exploitation complémentaire
Unité : %

Les ouvriers non qualifiés, qui représentaient 11 % de l'emploi en 1999, n'en représentent plus que 9,6 % en 2012. L'évolution est plus marquée chez les ouvriers qualifiés dont la part dans l'emploi diminue de 3 points entre 1999 et 2012, passant de 18,7 % à 15,7 %. Les employés représentent près de 30 % de l'emploi total, cette part est stable entre 1999 et 2012.

À l'autre extrémité de l'échelle des qualifications, la part dans l'emploi des cadres et professions intellectuelles supérieures progresse (*Illustration 25*). Elle passe de 9,1 % en 1999 à 11,7 % en 2012, progression toutefois moins rapide entre 2007 et 2012 qu'entre 1999 et 2007. Les professions intermédiaires se développent. Leur part dans l'emploi continue de progresser depuis 1999 et atteint 24,7 % de l'emploi en 2012.

Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise représentent 6,2 % de l'emploi en 2012. Leur part dans l'emploi augmente légèrement entre 2007 et 2012, contrairement aux années précédentes. Se mettre à son compte peut être une solution pour des salariés dont l'emploi est menacé ou des chômeurs ne parvenant pas à trouver un emploi.

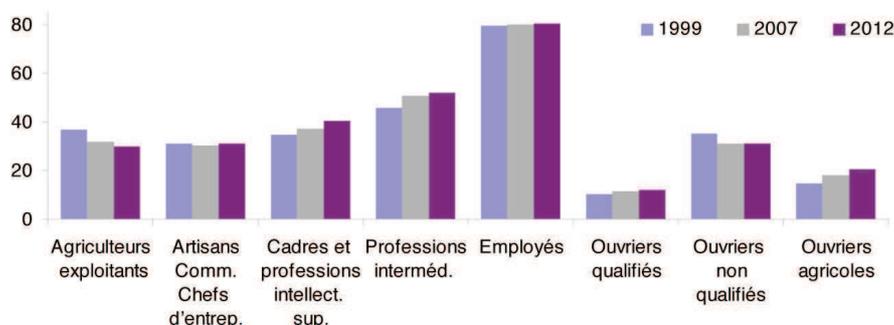
La féminisation de la main d'œuvre se poursuit

Entamée depuis le début des années 60, la féminisation de la main d'œuvre se poursuit en Normandie comme au plan national. La crise de 2008 ne remet pas en cause cette tendance, bien au contraire puisqu'elle a touché davantage des secteurs où les emplois sont majoritairement occupés par les hommes. Les femmes qui représentaient 47,0 % des actifs en emploi en 2007 en représentent 48,4 % en 2012. Près de la moitié des Normandes en emploi (47,9 %) appartiennent à la catégorie des employées (*Illustration 26*). Cette catégorie socioprofessionnelle est constituée de femmes à hauteur de 80,4 % en 2012, proportion très voisine de celle de 2007.

Les femmes accèdent plus souvent qu'auparavant à des postes de cadres. Elles représentent 40,3 % de cette catégorie socioprofessionnelle en 2012, contre 37,2 % en 2007. La crise n'a pas eu d'impact sur cette évolution. La féminisation des emplois d'ouvriers non qualifiés, qui diminue entre 1999 et 2007, reste stable entre 2007 et 2012.

26 Les femmes plus présentes qu'en 1999 dans les catégories sociales intermédiaires et supérieures

Part des femmes dans l'emploi par catégories socioprofessionnelles de 1999 à 2012 en Normandie



Source : Insee, recensements de la population 1999, 2007, 2012 - exploitation complémentaire
Unité : %

27 Une stabilité de la part des femmes et des hommes à temps partiel

Le temps de travail à temps partiel en Normandie de 1999 à 2012

	Hommes			Femmes		
	1999	2007	2012	1999	2007	2012
Agriculture	5,3	14	12,9	17	40,4	32,9
Industrie	2,3	2,5	2,7	14,9	15,2	14,9
Construction	2,6	3,7	3,3	30,6	27,7	28,2
Tertiaire	8,2	8,5	9,4	36	32,6	31,8
Ensemble	5,7	6,4	7	32,4	30,6	30,1

Source : Insee, recensements de la population 1999, 2007, 2012 - exploitation complémentaire
Unité : %

Stabilité de la proportion d'hommes et de femmes à temps partiel

Le travail à temps partiel s'est développé dans les années 90 et s'est stabilisé dans les années 2000. Depuis 1999, il augmente très lentement chez les hommes et diminue très lentement chez les femmes (*Illustration 27*). Sa part reste stable avant et après la crise de 2008. Les entreprises ne recourent pas plus souvent à cette forme d'emploi (qui pourrait alors être subie plutôt que choisie). Le travail à temps partiel est très majoritairement féminin. En 2012, 30 % des femmes travaillent à temps partiel contre seulement 7 % des hommes en Normandie. Entre 2007 et 2012, la part des femmes à temps partiel s'infléchit légèrement en Normandie (-0,5

point) comme au plan national (-0,6 point). La proportion d'hommes travaillant à temps partiel augmente légèrement entre 2007 et 2012, passant de 6,4 % à 7 % en Normandie, et de 6,9 % à 7,7 % au plan national. Le temps partiel masculin reste très peu fréquent dans l'industrie, la construction, la finance et les assurances (environ 3 % d'hommes à temps partiel). Il se développe surtout dans les activités de services. Dans l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale, 9,4 % des hommes travaillent à temps partiel en 2012 (8,8 % en 2007).

Le chômage en forte hausse depuis 2008

En Normandie, comme en France métropolitaine, le chômage atteint au 1^{er} trimestre 2008 son taux le plus bas depuis le début des années 2000. Après une forte hausse entre 2008 et 2009, il s'infléchit très faiblement en 2010 puis augmente à nouveau entre 2011 et 2013. Depuis 2013, il est relativement stable à un niveau élevé.

Un taux de chômage plus élevé et une augmentation plus forte après 2008 en Normandie

Le taux de chômage en Normandie est supérieur à celui de la France métropolitaine depuis plusieurs décennies. La Normandie fait cependant partie des régions où le chômage a le plus diminué avant 2008 (-1,8 point entre le 4^e trimestre 2003 et le 1^{er} trimestre 2008). Il s'établit alors à 6,9 % de la population active et se rapproche du taux de la France métropolitaine (6,8 %). La crise économique et les pertes d'emploi importantes qui en découlent ont pour conséquence une augmentation du chômage plus forte en Normandie, creusant l'écart avec la France métropolitaine dès les années 2008-2009 (Illustration 28). Cet écart s'atténue en fin de période mais le taux de chômage reste élevé, supérieur à 10 % en Normandie. Entre le 1^{er} trimestre 2008 et le 4^e trimestre 2015, il augmente de 3,3 points contre 3,2 points en France métropolitaine.

Une hausse plus marquée du chômage dans l'Eure après la crise économique de 2008

Entre 2003 et 2008, le taux de chômage baisse dans les cinq départements normands. Toutefois, la baisse est plus marquée dans le Calvados (-1,4 point) et en Seine-Maritime (-1,2 point). Après 2008, il augmente dans les cinq départements mais davantage dans l'Eure (+3,6 points) et en Seine-Maritime (+3,0 points, Illustration 29).

Dans l'Orne et dans la Manche, le taux de chômage est plus faible et les évolutions, à la baisse avant 2008 et à la hausse ensuite, s'avèrent plus modérées. Dans l'Orne, les pertes d'emploi subies avant 2008 freinent la baisse du chômage. Durant la crise économique de 2008-2009, le taux augmente fortement mais, après une légère inflexion entre 2009 et 2011, la reprise du chômage reste contenue à moins de 1 point d'augmentation. Dans la Manche, l'emploi pro-

gresse faiblement avant 2008, les pertes d'emploi étant conséquentes dans l'agriculture. Cependant, après 2008, et contrairement aux autres départements, l'emploi progresse au même rythme qu'avant la crise, grâce au développement du tertiaire et au fait que les pertes dans l'industrie ont été très limitées.

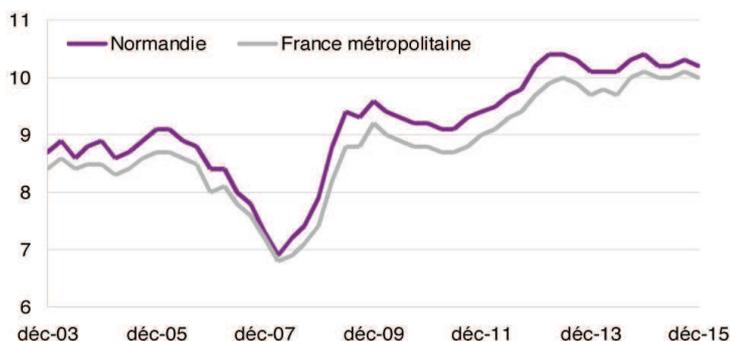
En 2015, le taux de chômage atteint le niveau le plus élevé en Seine-Maritime (11,3 %) et dans l'Eure (10,5 %), le plus bas dans la Manche (8,4 %).

Plus de 290 000 demandeurs d'emploi fin 2015 en Normandie

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B et C atteint en décembre 2007 son plus bas niveau depuis le début des années 2000. En Normandie, ce minima s'élève à 170 200 personnes en demande d'emploi, mais depuis cette date, ce nombre ne cesse de croître pour atteindre 290 900 en décembre 2015. Cette augmentation est toutefois un peu plus contenue en Normandie (+71 %) qu'en France métropolitaine (+77 %), notamment dans le département de l'Orne (Illustration 31). Ce dernier se situe parmi les 10 départements de France métropolitaine

28 Un taux de chômage supérieur à 10 % depuis fin 2012 en Normandie

Évolution trimestrielle du taux de chômage entre le 4^e trimestre 2003 et le 4^e trimestre 2015



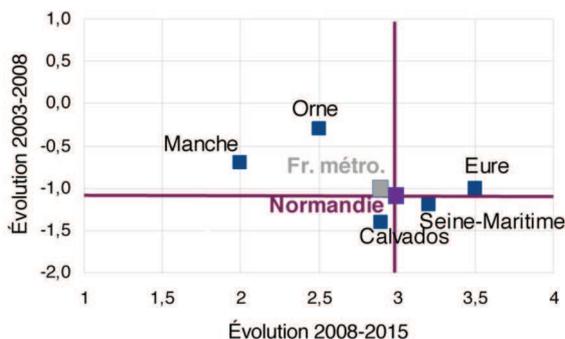
Note : données CVS

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Unité : %

29 Forte croissance du taux de chômage dans l'Eure après 2008

Évolution du taux annuel moyen du chômage entre 2003 et 2015 par département



Source : Insee, taux de chômage localisé

Unité : point de %

Note de lecture : entre 2003 et 2008, le taux de chômage a plus diminué dans le Calvados et en Seine-Maritime qu'en Normandie. Entre 2008 et 2014, il a plus augmenté en Seine-Maritime et dans l'Eure qu'en Normandie.

ayant la plus faible augmentation entre 2007 et 2015. Cette plus faible croissance du nombre de demandeurs d'emploi tient essentiellement à des facteurs démographiques. En cinq ans (2008-2013), la population active augmente plus faiblement en Normandie qu'en France métropolitaine (+ 1 % contre + 2,8 %). Dans l'Orne, la crise économique contribue au départ de jeunes actifs et le département perd des habitants. Entre 2008 et 2013, la population active ornaise diminue de 2,3 %.

Les seniors, particulièrement touchés par le chômage

Les jeunes actifs sont les premiers touchés par la crise économique, avec une forte augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en 2008 et 2009 (de l'ordre de + 15 % en Normandie). Cet accroissement s'atténue fortement à partir de 2010, grâce aux mesures prises en faveur de l'emploi des jeunes, telles la mise en place dès 2009 de la prime à l'embauche et du dispositif « zéro charge » pour l'embauche d'apprentis, ou encore la prime versée aux entreprises pour tout contrat de professionnalisation.

Les seniors de 55 ans ou plus et les chômeurs de longue durée sont plus durement touchés (Illustration 30). L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi au sein de ces catégories de population, qui débute en 2009, se poursuit à un rythme plus soutenu. La hausse du chômage chez les seniors révèle la plus grande difficulté à sortir du chômage depuis la crise. Elle s'explique aussi par la fin, en 2008, de la mesure de dispense de recherche d'emploi pour les 50 ans ou plus d'une part, par l'allongement de la durée de cotisation pour la retraite d'autre part.

Les destructions d'emplois provoquées par la crise économique sont particulièrement importantes dans les secteurs d'activités traditionnellement masculins comme l'industrie ou la construction. De ce fait, le nombre d'hommes en recherche d'emploi progresse davantage (+ 8 %) que celui des femmes (+ 6 %). La part des hommes parmi les personnes en recherche d'emploi passe ainsi, en Normandie, de 47 % à 50 % entre 2007 et 2015.

30 Le nombre de demandeurs d'emploi seniors et celui des demandeurs de longue durée s'accroît de 12 % par an après 2007

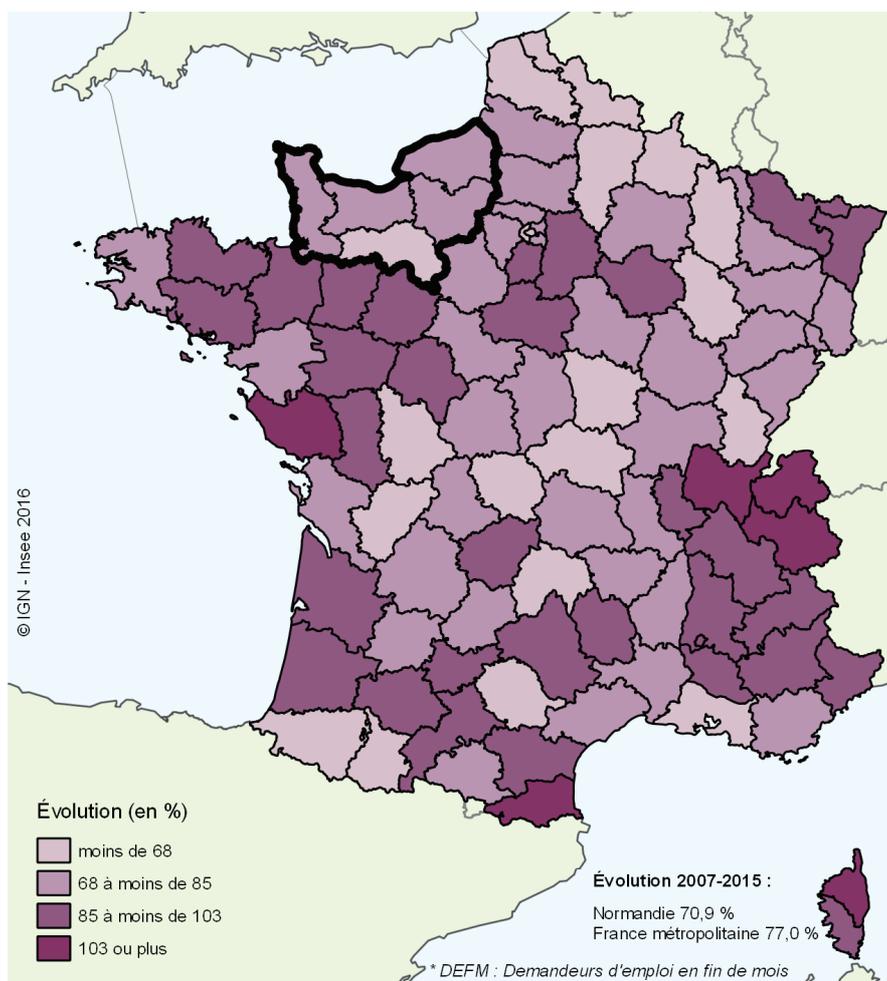
Demandeurs d'emploi de catégories A B ou C inscrits en fin de mois à Pôle emploi

		Évolution 2003-2015	Évolution annuelle moyenne 2003-2007	Évolution annuelle moyenne 2007-2015	Nombre en déc. 2015	Part cat. A déc. 2015
Normandie	Ensemble	35,3	-5,7	6,9	290,9	62,4
	Hommes	43,9	-6,2	8,0	144,3	67,8
	Femmes	27,8	-5,2	5,9	146,6	57,1
	moins de 25 ans	9,2	-6,5	4,6	52,3	62,3
	50 ans ou plus	102,8	-5,2	12,2	64,9	67,3
	Inscrits depuis un an ou plus	73,9	-8,1	11,8	136,7	//
France métropolitaine – Ensemble		44,2	-5,0	7,4	5551,7	65,5

Source : Pôle emploi – Dares, STMT
Unités : %, milliers

31 Plus faible augmentation du nombre de demandeurs d'emploi dans le département de l'Orne

Évolution du nombre de DEFM (catégories A, B, C) par département entre 2007 et 2015



Source : Pôle emploi – Dares, STMT